

Des cas enregistrés dans différentes wilayas du pays

# Coronavirus : inquiétante propagation des variants

Page 2

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5407 - Mercredi 23 juin 2021 - Prix : 10 DA

Corruption

2 ans de prison ferme  
pour le président de  
l'APC de Mostaganem

Page 16

Le développement de l'industrie pharmaceutique est à la croisée des chemins

**Dr Nibouche : «Les lobbies de l'importation ont ralenti le développement des biotechnologies»**

Page 3

Crise d'eau potable

**Dessalement :  
n'est-il  
pas trop tard ?**

Page 3

Avec «un nouveau scénario  
et de nouveaux producteurs»

**Le film sur  
l'Emir Abdelkader  
sera relancé**

Page 7

Electroménager  
**La Banque  
d'Algérie a donné  
son accord pour  
la création  
d'une banque  
d'import-export**

Page 4

Vitesse, manque de vigilance et perte de contrôle du véhicule

## Cette route qui n'en finit pas de tuer...



Ph/D. R.

L'excès de vitesse, le manque de vigilance des conducteurs dans les cités ainsi que la perte du contrôle du véhicule, sont à l'origine des accidents de la route qui font des milliers de morts et de blessés qui resteront marqués physiquement et psychologiquement à vie. Page 2

Pétrole

**Le Brent dépasse 75 dollars pour  
la première fois en deux ans**

Page 5

Mostaganem - Energies renouvelables

**Le CNTPP lance une formation des cadres  
des directions de l'environnement**

Page 4

Vitesse, manque de vigilance et perte de contrôle du véhicule

# Cette route qui n'en finit pas de tuer...

■ L'excès de vitesse, le manque de vigilance des conducteurs dans les cités ainsi que la perte du contrôle du véhicule, sont à l'origine des accidents de la route qui font des milliers de morts et de blessés qui resteront marqués physiquement et psychologiquement à vie.

Par Thinhinene Khouchi

Rien ne semble arrêter les guerres des routes. En effet, ni la mort ni les campagnes de sensibilisation, ni même les appels de la DGSN ne parviennent à diminuer le nombre de décès enregistrés sur nos routes. Cette semaine seulement, «trente personnes sont décédées et 1 494 blessées dans des accidents de circulation survenus dans plusieurs wilayas durant la période allant du 13 au 19 juin en cours». Selon un bilan hebdomadaire publié hier par la Protection civile, «le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Skikda, où 3 personnes sont décédées et 32 autres ont été blessées». Cette même source a souligné que les blessés ont été pris en charge

par les secours puis évacués vers les structures hospitalières. «Les équipes de secours de la Protection civile ont effectué 8 644 interventions, durant la même période, pour l'exécution de 7 739 opérations d'assistance aux personnes en danger et opérations diverses», précise le communiqué. En outre, dans son récent communiqué, la Direction générale de la Sécurité nationale a indiqué que «le facteur humain demeure la principale cause des accidents de la route (97 %), du fait du non-respect du code de la route, de la distance de sécurité et de l'excès de vitesse, la fatigue et le manque de concentration, en sus d'autres facteurs liés à l'état du véhicule». Dans ce cadre, la DGSN invite, une nouvelle fois, les usagers de la route à la prudence et au respect du code de la route, rappelant le numéro vert 15-48 et le numéro de secours 17 mis à la disposition des citoyens 24h/24. Pour rappel, l'année dernière, 3 249 accidents ont été enregistrés en raison de l'excès de vitesse, soit 17,15 % de l'ensemble des causes. Par ailleurs, le manque de vigilance des conducteurs dans les cités a entraîné 2 601 accidents, tandis que la perte du contrôle de véhicule est à l'origine de 1 259 accidents enregistrés l'année passée. Et contrairement à ce qui se dit souvent, le bilan affirme que «les conducteurs de sexe masculin sont la catégorie enregistrant le plus de victimes d'accidents de la route, avec un taux dépassant les 80 % du nombre total des blessés et des morts». En outre, afin de mettre fin à ce phénomène, un arrêté interministériel vient d'être publié au *Journal officiel* et a pour objet de créer des démembrements de la Délégation natio-



PH.D.R.

## Industrie Création d'un groupe de travail chargé de l'économie circulaire

Le ministre de l'Industrie, Mohamed Bacha, a annoncé, hier à Alger, la création d'un groupe de travail regroupant des experts et des cadres et qui a pour mission de définir les dispositions opérationnelles relatives à la mise en œuvre des mécanismes de l'économie circulaire dans le domaine industriel.

Le groupe de travail chargé de l'économie circulaire devra examiner les voies de mise en place d'un système d'information pour recenser les matériaux et produits finis à travers toutes les étapes (achat, transformation, emballage et distribution), a précisé M. Bacha dans son intervention, lors d'une conférence sur l'économie circulaire à laquelle ont pris part des cadres des secteurs de l'Industrie et de l'Environnement ainsi que des opérateurs économiques. Le groupe de travail veillera, en outre, à créer des moyens pour la récupération des déchets à travers le recyclage. Le ministre a également souligné la nécessité d'inciter les opérateurs économiques à produire mieux et plus avec moins de produits.

Par ailleurs, M. Bacha a affirmé que le secteur de l'Industrie était appelé «de manière directe» à mettre en place des mécanismes à même de le placer au premier rang de l'économie circulaire, soulignant qu'il faudrait «officialiser l'économie circulaire comme objectif national et un des piliers de la croissance économique, afin de surpasser l'économie linéaire sous-tendant extraction, industrialisation, consommation et élimination des déchets».

H. N.

nale à la sécurité routière au niveau de chaque wilaya, dénommés «Délégation de wilaya à la sécurité routière». La délégation de wilaya à la sécurité routière, sous l'autorité du délégué national à la sécurité routière, a pour missions d'exécuter, au niveau de la wilaya, les actions liées à la prévention et à la sécurité routières, la formation et l'organisation des examens des permis de conduire et la gestion du système du permis à points. A ce titre, elle est chargée notamment de proposer le programme local de prévention et de sécurité routière et de veiller à son exécution après son adoption par la Délégation nationale à la sécurité routière ; de coordonner, avec les différents intervenants, les actions opérationnelles de pré-

vention et de sécurité routières et d'accompagner les associations activant dans ce domaine et d'encadrer, de suivre et de contrôler les activités d'enseignement de la conduite automobile. Elle se charge entre autres de recevoir, de traiter et de suivre les dossiers des candidats aux permis de conduire ; de participer à l'élaboration du program-

me national de formation et de recyclage et de suivre son exécution au niveau local ; de participer à l'élaboration de la carte nationale des examens des permis de conduire et de veiller à son exécution et de gérer les circuits d'apprentissage et les centres d'examen des permis de conduire, en liaison avec les collectivités locales.

T. K.

## Bilan des dernières 24 heures Virus : 385 nouveaux cas et 9 décès

L'Algérie a enregistré 9 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, un cas de moins qu'hier (10), portant à 3 650 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une hausse, avec 385 cas, soit 19 cas de plus par rapport au bilan d'hier (366), pour atteindre, au total, 136 679 cas confirmés.

R. N.

Des cas enregistrés dans différentes wilayas du pays

## Coronavirus : inquiétante propagation des variants

La propagation des variants du coronavirus, bien que marginale jusque-là, risque de devenir problématique dans les prochaines semaines. Cela d'autant que le relâchement de la population n'est pas pour faciliter les choses. Selon des chiffres rendus publics par l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA), 225 cas de différents variants du virus SARS-CoV-2 ont été détectés en Algérie durant le mois de juin, ce qui porte à 749 cas le nombre total de cas détectés au niveau national. «Dans la continuité des activités de séquençage relatives à la surveillance des variants du virus SARS-CoV-2, menées par l'Institut Pasteur d'Algérie sur les prélèvements reçus des différentes wilayas du pays, nous faisons état du total des cas des différents variants détectés à ce jour, qui est de 749 cas. Notons que 225 cas de

variants ont été détectés au cours du mois de juin», précise-t-il. Ainsi, le nombre de cas détectés durant les 20 premiers jours du mois en cours est pour le moins inquiétant. Pis encore, ces variants sont en passe de se propager à travers différentes régions du pays. Pour le variant Alpha, la wilaya d'Alger totalise, à elle seule, 71 cas détectés, 3 à Tipaza, 21 à Blida, 7 à Béjaïa, 9 à Bouïra, 3 à Djelfa, 8 à Constantine, 4 à Annaba, 5 à Bordj Bou Arréridj, 3 à Médéa, 2 à Milia, 39 à Oran, 6 à Relizane, 4 à Ain Témouchent, 2 à Mascara, 3 à Naâma, 2 à Oum El Bouaghi, 22 à Ouargla, 5 à Ouled Djellal, 2 à Tissemsilt et 1 cas à Laghouat. Pour ce qui est du variant Delta, l'IPA fait état de la détection de trois cas 3 dans la wilaya d'Alger. Ces chiffres montrent que la chaîne de retransmission du virus ne se concentre pas dans

une seule région. Des wilayas du nord, de l'est, de l'ouest, voire même du sud du pays, ont enregistré des cas de contamination.

L'Institut Pasteur d'Algérie, dans son communiqué, a tenu à «informer l'ensemble des citoyens que l'inventaire des différents changements (mutations) analysés jusque-là, à partir des prélèvements positifs en PCR et adressés par l'ensemble des structures sanitaires du pays, montre que les différents variants correspondants sont ceux déjà déclarés à travers nos communiqués publiés sur notre site web et page Facebook», assurant que «tous les autres variants actuellement en circulation dans le monde (variants Beta et Gamma) font l'objet d'une étroite surveillance par l'Institut». La même source n'a pas manqué d'exhorter les citoyens à «rester vigilants et respecter strictement

les règles de base stipulées dans le protocole sanitaire (port de masques de protection, distanciation physique et lavage fréquent des mains) afin de «limiter la propagation du virus et par là ses variants». Et c'est là que le bât blesse. Une grande partie des citoyens ne semble plus mesurer le danger que présente ce virus mortel. Certains continuent à croire en l'inutilité de se faire vacciner ou de respecter les mesures sanitaires. Et pour preuve, des fêtes de mariages sont organisées en présence de centaines d'invités, des citoyens prennent les transports publics sans bavette et sans respect du protocole et d'autres ont repris le cours normal de leur vie, ignorant la menace persistante de ce virus qui continue à faire des milliers de victimes à travers le monde.

Aomar Fekrache

Le développement de l'industrie pharmaceutique est à la croisée des chemins

# D' Nibouche : «Les lobbies de l'importation ont ralenti le développement des biotechnologies»

■ «Le secteur de l'Industrie pharmaceutique est appelé à passer à une étape supérieure. Aujourd'hui, la bataille est technologique», a fait savoir, hier, le D' Mohamed Nibouche, expert en industrie pharmaceutique. S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, l'ancien directeur de la pharmacie et des équipements au ministère de la Santé a estimé que «le développement de l'industrie pharmaceutique en Algérie est aujourd'hui à la croisée des chemins».



MOHAMED NIBOUCHE

Pharmacien expert en affaires pharmaceutiques, Ex directeur de la pharmacie et des équipements au Ministère de la santé

Par Meriem Benchaouia

**S**elon l'expert, «nous disposons d'un tissu industriel performant, puisque plus de 50 % des besoins nationaux en produits pharmaceutiques sont satisfaits. Toutefois, cela reste insuffisant». A cet effet, le D' Nibouche préconise d'intensifier la recherche au service de la santé. Pour ce faire, «il faut ouvrir, aujourd'hui, la porte au développement de la recherche et au développement de cette industrie vers les produits biologiques, vers les biosimilaires, vers les produits princeps biolo-

giques et qui parle de produits biologiques, parle de recherche et de vaccin». Pour insuffler un esprit de complémentarité et de complicité le soutien du développement scientifique industriel en Algérie, «il est impératif que des passerelles soient mises en place entre la Santé, l'université et l'Industrie pharmaceutique», a insisté l'invité. D'après lui, l'Algérie doit construire cette complémentarité et impliquer l'ensemble des petites industries qui apportent les éléments nécessaires au développement de l'industrie pharmaceutique et de la recherche. Revenant sur la créa-

tion du ministère de l'Industrie pharmaceutique, l'ancien directeur de la pharmacie et des équipements au ministère de la Santé a considéré que sa création constitue «une étape-clé». «Nous avons plaidé pour la création du ministère de l'Industrie pharmaceutique et pour la mise en place de l'Agence des produits pharmaceutiques au sein de ce même ministère, car nous y voyons l'intérêt scientifique, sanitaire et industriel de l'Algérie», a-t-il affirmé. Plus important encore, l'expert a souligné «un intérêt en termes d'indépendance dans la prise de décision par rapport à certains

lobbies de l'importation qui influaient, auparavant, sur ce secteur, de manière assez négative». Ceci devrait être contré par un nouvel arsenal juridique. «L'objectif du ministère de l'Industrie pharmaceutique, d'ici 2022, c'est la mise en place d'une nouvelle réglementation», a-t-il dit. «Tant qu'il y aura des intérêts, ces lobbies étrangers existeront toujours, mais il ne faut pas que cela freine l'élan du développement de l'industrie pharmaceutique», a-t-il prévenu. Dans ce sens, il a appelé à «resserrer les rangs autour du projet de développement de l'industrie pharmaceutique en Algérie», et à faire preuve de patriotisme au service de l'économie nationale. «Être patriote ce n'est pas brandir un drapeau et sortir dans la rue. Être patriote c'est se lever tous les matins et aller travailler pour le développement de son pays», a déclaré l'expert, qui a appelé le secteur privé à investir dans la recherche. «Hormis pour ce qui relève de la souveraineté de l'Etat, comme les vaccins par exemple, il est impératif que le secteur privé puisse participer, notamment pour les budgets de recherche dans les universités», a-t-il expliqué. «L'idée de développer les biotechnologies avait été lancée en 2003. Invité à venir en Algérie, le président des laboratoires Heber biotec de Cuba, qui étaient à l'époque le troisième développeur de biotechnologies au monde, a fait le déplacement mais, rien n'a été fait», a témoigné le D' Nibouche. En cause, selon l'expert, «les lobbies sont intervenus pour empêcher l'Algérie de développer des recherches à l'Université de Bab Ezzouar sur les biotechnologies». Il a estimé qu'il faudra «du courage pour mener à bien le projet et pour lut-

ter contre toutes ces forces qui s'opposent au développement de l'Algérie».

M. B.

## Adjudication de titres miniers 260 offres techniques en lice pour 38 sites

L'Agence nationale des activités minières (Anam) a procédé, hier à Alger, à l'ouverture des plis de l'appel d'offres national pour l'adjudication de trente-huit permis miniers pour exploration.

La séance publique d'ouverture des plis en cours concerne les offres techniques reçues suite au lancement de la 51<sup>e</sup> session d'adjudication de 38 titres miniers pour l'exploration.

Cette 51<sup>e</sup> session d'adjudication propose aux soumissionnaires différentes substances à l'instar de l'albâtre, le marbre, travertin et l'onix, qui servent de pierres décoratives, ainsi que le sable siliceux à usage industriel (verre-ries), le calcaire, le granite, le gypse, le sable, le tuf et l'argile. Les soumissions portent sur différentes wilayas, notamment celles situées dans le sud du pays comme Tamansasset (pour 7 sites de marbre), Biskra (pour un site d'albâtre), Mila (1 site de travertin et 2 sites onyx) et Mascara (un site de sable siliceux). Lors de cette séance, il a été relevé un engouement des soumissionnaires pour les cinq sites de sable situés tous dans la wilaya de M'sila (2 sites à Sidi Ameur, 2 sites à M'kif et un cinquième à Khoubana). Les soumissionnaires retenus pour l'offre technique seront invités le 14 juillet prochain à présenter leurs offres financières pour exploration, a-t-on indiqué.

L'ouverture des plis s'est déroulée en séance publique en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants et d'un huissier de justice. Le président du Comité de direction de l'Anam, Smail El Djouzi, qui a présidé la séance, a mis en avant le rôle de son institution dans la promotion et développement du secteur minier en Algérie.

«L'Anam est chargée de promouvoir toute action de nature à contribuer au développement minier du pays», a-t-il affirmé, soulignant le rôle de l'agence dans la sensibilisation des opérateurs et des investisseurs sur les opportunités offertes par ce secteur générateur de richesse et créateur d'emplois.

Younès H.

## Crise d'eau potable

# Dessalement : n'est-il pas trop tard ?

**E**n 2006, le gouvernement algérien a décidé de hisser la qualité de l'eau potable destinée aux Algérois (Suez groupe). Aujourd'hui, ce problème est presque résolu, mais c'est un autre beaucoup plus inquiétant auquel le pays tout entier doit faire face.

En effet, s'il a été établi en 2020 que les réserves prouvées en pétrole étaient de 1,340 millions de tonnes, soit 10 milliards de barils à écouler en 27 années, l'incertitude plane en ce qui concerne les réserves en eau potable. «Les réserves d'eau du pays seront suffisantes jusqu'à l'automne prochain», avait déclaré Mustapha-Kamel Mihoubi, ministre des

Ressources en eau. «Pour le moment, nous avons des réserves en eau qui nous permettent d'assurer une alimentation régulière en eau potable jusqu'à l'automne prochain. Mais il faut qu'il y ait une économie d'eau et mieux gérer ces réserves de façon à éviter de graves perturbations», a-t-il ajouté en mai 2021.

Lundi dernier, face au problème grandissant, le ministre des Energies et des Mines, Mohamed Arkab, ainsi que le ministre des Ressources en eau, Kamel Mihoubi, ont coprésidé une réunion de travail pour le suivi des projets des ressources en eau non conventionnelles, à savoir le dessalement de l'eau

de mer, a indiqué un communiqué du ministère de l'Energie. «Tenu au siège du ministère de l'Energie et des Mines en présence des cadres des deux départements, cette réunion a été consacrée au suivi des projets relatifs aux ressources en eau non conventionnelles (le dessalement de l'eau de mer) à court et moyen terme, dans l'objectif de renforcer les réserves en eau potable et ce, en application des instructions du président de la République», précise le communiqué.

En mars 2021 déjà, suite aux pluies exceptionnellement rares et un hiver sec cette année, constatés par d'anciens montagnards dont les témoignages

furent relatés par «Jeune Afrique», l'on pouvait s'attendre à un été accompagné d'une effroyable pénurie d'eau à l'échelle nationale.

Alors que le 31 mai 2021, «Courrier International» relatait la colère des habitants d'Alger face à de multiples coupures d'eau, bien que les politiques se veuillent rassurants dans leurs propos à base de «dessalement de l'eau de mer», nous faisant presque oublier l'inefficacité de ce processus à grande échelle en termes de progrès scientifique, il est légitime de se demander quelle sera la réaction du peuple algérien face à une pénurie pas assez mise en avant.

Mehdi Mahmoudi

## Electroménager

# La Banque d'Algérie a donné son accord pour la création d'une banque d'import-export

■ Le président du Conseil national économique, social et environnemental (Cnese), Reda Tir, a révélé, lundi à Blida, que la Banque d'Algérie (BA) a donné son accord pour la création d'une banque d'import-export à même de résoudre plusieurs problèmes rencontrés par les opérateurs économiques et des exportateurs algériens.

Par Amine L.

«**L**a demande formulée janvier dernier par le Cnese au président de la République, concernant la création d'une banque d'import-export a été approuvée par la BA, ce qui constitue un acquis important pour les exportateurs algériens», a indiqué M. Tir, au terme des travaux d'une rencontre sur le thème «Industrie électrique : le marché des équipements électriques et les potentialités d'exportation», organisée au siège de la wilaya en présence d'opérateurs économiques.

«Suite à cet accord, il y a lieu de relever que les propositions du Conseil sont en voie de concrétisation. Il ne reste que la création de cette banque», a-t-il ajouté.

M. Tir a fait savoir que ses services se dirigent vers la concrétisation de la création d'une «Maison d'export», une idée du président de la République.

La vision du Cnese en matiè-

re d'économie vise à créer une banque d'import-export s'intéressant au financement des projets et la «Maison d'export» ou «l'Agence nationale d'exportateurs» qui s'intéresse au volet logistique de l'exportation.

Cette démarche est intervenue car les instances actuelles sont incapables d'exercer pleinement leurs missions et s'inscrivent dans le cadre de l'amélioration de la performance des institutions.

Les participants aux travaux de la rencontre à laquelle ont pris part plusieurs partenaires, banques publiques et des représentants de corps diplomatiques accrédités en Algérie, ont plaidé notamment pour la révision de la législation relative aux échanges commerciaux qui constitue un obstacle devant les investisseurs et la création d'un fonds spécial destiné au financement des études.

Les participants ont appelé au développement d'infrastructures d'exportation (transport et visas en particulier) ainsi que la créa-



P.V.D. R.

tion d'un guichet aux différents corps diplomatiques algériens à l'étranger en charge d'aider les investisseurs algériens, outre la création d'un comité de travail

chargé de suivre la mise en œuvre de ces recommandations.

La rencontre a été une occasion pour les acteurs de ce secteur pour présenter des rapports

sur l'activité de l'industrie électrique et les perspectives de son développement, notamment à travers l'accès au marché africain.

A. L.

## Polyarthrite rhumatoïde

# Un diagnostic précoce vivement recommandé pour éviter les déformations des membres

Le chef de service de rhumatologie de l'Établissement hospitalier «Medjebber-Touhami» d'Aïn El Turck (Oran), D' Mohcine Medjadi, a insisté, lundi, sur l'impératif de faire un diagnostic précoce sur la polyarthrite rhumatoïde (PR) devenue une des causes de déformation des membres.

Le spécialiste a indiqué à l'APS, en marge de la clôture d'une campagne de sensibilisation et de diagnostic précoce de la polyarthrite rhumatoïde, que cette maladie, qui touche actuellement les femmes de 20 à 40 ans plus que les hommes, affecte les articulations, provoque beaucoup de douleurs chez les sujets atteints et se termine souvent par la déformation des membres de manière

irréversible.

«Cette maladie chronique, si elle n'est pas prise au sérieux, peut provoquer des érosions aux membres et des déformations des mains et des pieds qui peuvent conduire à un handicap corporel doublé d'un impact psychologique négatif dans la mesure où le sujet atteint ressent des douleurs au niveau des articulations et trouve énormément de gêne, voire des difficultés à faire le moindre geste, comme marcher ou encore ouvrir une bouteille», a-t-il expliqué.

Selon D' Medjadi, «on ne peut en aucun cas soigner un malade ayant atteint la phase de déformation, mais seulement alléger sa douleur», soulignant que pour éviter cet état de fait «il est conseillé de

faire un diagnostic précoce. A travers ce dépistage, a-t-il soutenu, il est possible de traiter la douleur des articulations avant complications et il est recommandé de faire de la rééducation fonctionnelle et d'apprendre aux malades des gestes qui paraissent simples pour de nombreux personnes, à savoir se mettre debout, s'asseoir, ouvrir une bouteille ou une porte, sauf que ce geste s'avère difficile pour un individu atteint de cette maladie».

Au sujet de la campagne de sensibilisation et de dépistage de trois jours, le praticien spécialiste a fait savoir que près de 180 tests de diagnostic ont été effectués depuis samedi dernier, donnant lieu au dépistage de 26 cas confirmés de PR, en attendant le reste des analyses prises

en charge par le laboratoire partenaire à cette campagne.

Cette rencontre de sensibilisation a attiré de nombreux malades en provenance de plusieurs wilayas dans l'ouest du pays, à l'instar de Sidi Bel-Abbès, Mascara, El Bayadh, Relizane, Mostaganem, Aïn Témouchent et Oran.

Les médecins participants ont insisté, lors de cette campagne placée sous le signe «On se tient ensemble», sur la nécessité de consulter un médecin spécialiste dès le moindre signe de pincements ou de douleur continue des articulations, notamment au niveau du poignet, du tendon, du genoux ou encore des doigts des mains et des pieds.

Hocine K.

## Mostaganem - Energies renouvelables

# Le CNTPP lance une formation des cadres des directions de l'environnement

La mise en œuvre de la politique nationale en matière d'efficacité énergétique est bel et bien lancée par le ministère de l'Environnement. Cette stratégie reste pour le secteur un défi dont les perspectives sont l'économie d'énergie à faire valoir absolument. C'est dans ce registre là que le Centre national des technologies de production plus propres (Cntpp) a initié à Mostaganem un cycle de formation ouvrant ainsi des ateliers techniques pour le renforcement des capacités sur l'efficacité énergétique et l'énergie renouvelable. C'est au niveau de la

«Maison verte» de la Direction de l'environnement de la wilaya que ce stage de formation est dispensé au profit des cadres des directions de wilaya appartenant au secteur. Hichem Hagani, directeur du site, nous informera que du 21 au 23 juin 2021 des cours et des travaux pratiques feront le contenu de ce stage sur divers thèmes en relation avec l'économie d'énergie. Les thèmes, objet du programme de formation, ont commencé par l'introduction aux énergies renouvelables, l'énergie solaire thermique et applications, l'énergie solaire photovoltaïque, enfin les

enjeux et les perspectives de l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables. Selon la représentante du Cntpp, M<sup>me</sup> Benmoussa, chef d'antenne de la wilaya de Bordj Bou-Arréridj, encadreuse chargée du stage à ce programme de formation semi-régional, ont assisté les cadres des wilayas de Djelfa, Relizane, Oran et Mostaganem. «Etant donné que notre centre, le Cntpp, est sous la tutelle du ministère de l'Environnement, cette formation, dont les perspectives sont le recentrage et l'orientation de la mission relative à la transition énergétique, préconise

la création de départements au niveau des directions de wilaya de l'environnement», ajoutera la représentante. Et de poursuivre : «C'est une stratégie du ministère qui va permettre aux directions une implication technique directe afin d'accompagner les décideurs et les consommateurs vers une transition sûre». Cette stratégie visant à mettre sur pied une réelle politique d'efficacité énergétique est inscrite dans le programme jusqu'à l'horizon 2030. Pour conclure, M<sup>me</sup> Benmoussa dira, sur la thématique elle-même, que le Cntpp a lancé un marché d'études et de réalisation

de systèmes photovoltaïques. Ce qui avantagerait cette stratégie de l'efficacité énergétique c'est que justement à Mostaganem (Mesra) une entreprise de fabrication de matériels électriques (Groupe Industriel Sidi Bendehiba) vient de lancer le guide de l'éclairage public visant à normaliser la consommation au profit des collectivités locales, en partenariat pluridimensionnel soit avec tous les organismes d'état sur le secteur de l'Énergie. A ce titre, le Cntpp serait un partenaire bien indiqué dans ce projet.

Lotfi Abdelmadjid

## Pétrole

# Le Brent dépasse 75 dollars pour la première fois en deux ans

■ Le baril de Brent, référence européenne du pétrole brut, a dépassé les 75 dollars hier matin, pour la première fois depuis avril 2019, alors que les négociations sur le nucléaire iranien tanguent depuis l'élection de l'ultraconservateur Ebrahim Raïssi.

Par Farid M.

Le Brent de la mer du Nord pour livraison en août a atteint 75,30 dollars vers 07h00 GMT, un plus haut depuis plus de deux ans, avant de reculer légèrement (-0,16 % à 74,78 dollars vers 08h40 GM).

A New York, le baril de WTI pour le mois de juillet, dont c'est le dernier jour de cotation, cédait 0,43 % à 73,34 dollars, après avoir atteint lundi 73,96 dollars, un plus haut depuis octobre 2018.

«Le brut a poursuivi sa hausse, galvanisé par l'idée que l'élection de Ebrahim Raïssi rend les négociations sur le nucléaire plus difficiles», a commenté Ipek Ozkardeska, analyste.

Alors que des discussions se

tiennent à Vienne pour sauver l'accord sur le nucléaire iranien conclu dans la capitale autrichienne en 2015, M. Raïssi a affirmé qu'il ne permettrait «pas de négociations pour le plaisir de négocier». Mais «toutes négociations garantissant les intérêts nationaux de l'Iran seront certainement soutenues», a-t-il ajouté.

Pour les investisseurs pétroliers, il s'agit de savoir si les sanctions qui empêchent actuellement l'Iran d'exporter sa production seront allégées, ce qui changerait drastiquement l'équilibre du marché du brut. Du côté de la Maison-Blanche, «nous n'avons pas actuellement de relations diplomatiques avec l'Iran, ni de projets de rencontre avec des dirigeants», a affirmé la porte-parole, Jen Psaki, esti-



mant que «la personne en charge des décisions (en Iran) est le

chef suprême». Après avoir atteint son record, le cours du

brut reculait légèrement, notamment en raison de la vigueur du dollar, monnaie de référence des prix internationaux. Pourtant, la force du billet vert depuis une semaine n'a pas empêché le pétrole de battre record sur record, note Jeffrey Halley, analyste.

«Cela suggère qu'il y a très probablement une demande réelle élevée, et pas dopée par des spéculations», estime-t-il.

F. M.

## Energie

## Hausse à 12,5 millions de tonnes de la consommation de carburants en 2020

La consommation de carburants (essences et gasoil) sur le marché national a atteint 12,58 millions de tonnes en 2020, contre 14,41 millions de tonnes en 2019, a indiqué, à Alger, le directeur de la division de régulation économique auprès de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), Samir Houghlaouene.

Dans sa communication sur le marché national des carburants, présentée à l'occasion d'une journée technique sur la généralisation de l'utilisation de l'essence sans plomb, M. Houghlaouene a fait savoir que la part des essences dans ce volume global a atteint 3,36 millions de tonnes, dont 1,33 millions de tonnes d'essence sans plomb, (contre 3,91 millions de tonnes en 2019 avec 1,51 millions de tonnes sans plomb).

M. Houghlaouene a fait

observer une baisse continue de la consommation d'essence durant les six dernières années (de 2015 à 2020) où la consommation est passée de 4,43 millions de tonnes en 2015 à 3,36 millions de tonnes en 2020.

Une baisse également constatée pour la consommation du gasoil entre 2015 et 2018, avec des volumes respectifs de 15,03 millions de tonnes, 14,59 millions de tonnes et 14,23 millions de tonnes. Mais il y a une reprise de la consommation du gasoil à partir de 2018 jusqu'à 2020, avec des volumes respectifs de 14,29 millions de tonnes, 14,41 millions de tonnes et 12,58 millions de tonnes. En parallèle de cette baisse de la consommation des carburants, ce responsable à l'ARH a fait remarquer une croissance du parc automobile national avec 440 000 véhicules supplémentaires durant la

période considérée. «Le nombre de véhicules de tourisme sur la période 2016-2020 a ainsi grimé, atteignant 6,42 millions d'unités», a-t-il noté. Cet intervenant attribue ce contraste entre l'évolution du parc automobile et la baisse de consommation de l'essence par la hausse des prix. «Entre 2015 et 2020, les prix ont doublé pour l'essence normale à 22 DA», a-t-il expliqué. Par rapport à l'évolution de la consommation des essences sur le marché, il a fait constater une hausse de consommation de l'essence sans plomb de 1,25 à 1,55 millions de tonnes.

En parallèle, la consommation de l'essence super est passée de 2,04 millions de tonnes à 1,29 millions, a-t-il indiqué, expliquant ce recul par l'effet de substitution de l'essence super à l'essence sans plomb.

Quant à la consommation de

l'essence normale, elle a pratiquement stagné à un million de tonnes, a-t-il ajouté.

Lors de cette journée technique, les intervenants ont évoqué les méfaits du plomb sur la santé humaine, rappelant que ce polluant nocif est classé par l'OMS parmi les dix produits chimiques menaçant la santé de l'homme. «Il peut être à l'origine de maladies graves telles les maladies cardiaques, les maladies pulmonaires et les cancers», ont-ils prévenu.

Ils ont insisté sur les bénéfices sanitaires, environnementaux et économiques du passage à l'essence sans plomb, soulignant que l'élimination du plomb permettra aussi de booster le développement de nouvelles technologies plus respectueuses de l'environnement avec une réduction des polluants émis dans l'air.

Samia Y.

## Exportations

## Appel à l'adoption de mécanismes pour la facilitation des transferts en devises

Le président de l'Association nationale des exportateurs algériens (Anexal), Ali Bey Nasri, a appelé, à partir de Blida, à la nécessaire adoption de nouveaux mécanismes permettant de faciliter les transferts en devises des exportateurs de l'intérieur et vers l'extérieur (du pays) lors de leurs transactions financières.

«Le transfert des devises de l'intérieur et vers l'extérieur est la plus grande contrainte rencontrée par les opérateurs économiques algériens exportateurs», a déclaré à l'APS M. Nasri, en marge d'une rencontre sur le thème «Industrie électrique : le

marché des équipements électriques et les potentialités d'exportation», organisée par le Conseil national économique, social et environnemental (Cnese).

Il a, à ce titre, lancé un appel, en vue de la mise en place de mécanismes qui permettront aux opérateurs exportateurs d'effectuer les transferts des devises de l'intérieur et vers l'étranger sans recourir aux banques étrangères, «un fait qui permet à ces dernières d'accéder à leurs données commerciales secrètes et de les exploiter au profit d'entreprises étrangères concurrentes», a-t-il déploré. En réponse à cette

préoccupation, le Cnese a introduit cette recommandation auprès des autorités supérieures du pays, plaidant pour «la création d'une banque spéciale pour les importations et exportations dont la mission consistera à assurer les transferts en devises et l'accompagnement des opérateurs économiques durant leurs transactions commerciales, notamment au volet investissement», a déclaré à l'APS le chef du département gouvernance et régulation, Sofiane Mezari.

La création de cette banque devrait permettre, a estimé le même responsable, de «protéger les données commerciales

de ses clients, tout en évitant leur exploitation par des banques étrangères au profit de sociétés concurrentes», a-t-il expliqué.

Des représentants de départements ministériels, d'établissements bancaires et financiers et d'entreprises publiques et privées du domaine de l'électricité, en plus d'experts, chercheurs et de représentants d'ambassades de pays africains en Algérie, ont pris part à cette rencontre durant laquelle ils ont abordé les moyens de renforcement des outils et mécanismes légaux susceptibles d'offrir un soutien ferme aux exportateurs.

H. S.

## Assurances

## La CCR a réalisé un chiffre d'affaires de 33,6 mds de DA en 2020

La Compagnie centrale de réassurance (CCR) a réalisé un chiffre d'affaires de 33,624 milliards (mds) de DA (254 millions USD) en 2020, en baisse de 5,7 % par rapport à 2019, a indiqué un communiqué de ce réassureur public.

La CCR affiche un résultat net en hausse de 33,32 %, passant de 3,116 mds DA (23 millions USD) en 2019 à 4,154 mds DA (31 millions USD) en 2020.

Sur le marché international, la CCR enregistre une progression de son chiffre d'affaires de 2,9 %, selon le communiqué.

Quant aux sinistres, l'exercice 2020 a été marqué par une baisse de la sinistralité avec une régression de la charge de sinistre brute de 20,69 %.

S'agissant de son activité financière, les placements financiers de la CCR ont marqué une progression de 15,24 % par rapport à 2019 avec un produit financier de 3,184 mds DA.

La CCR a tenu à «marquer toute sa considération à ses partenaires locaux et internationaux ainsi que ses employés, grâce à la collaboration desquels ces résultats ont été réalisés».

R. E.

## Mostaganem

# Production prévisionnelle de plus de 100 000 quintaux de tomate industrielle

■ La wilaya de Mostaganem prévoit une production de plus de 100 000 quintaux de tomate industrielle pour la saison agricole 2020-2021, a-t-on appris de la Direction des services agricoles (DSA).

Par Lyes B.

**L**a cheffe de service organisation de la production et appui technique à la DSA, Aouicha Bouras, a indiqué que la superfi-

## Tissemsilt Réception de projets de protection des zones steppiques contre l'avancée du sable

La réception d'un nombre de projets visant à protéger les zones steppiques contre le phénomène de désertification est prévue avant la fin du mois d'août prochain dans la wilaya de Tissemsilt, a-t-on appris auprès de la Conservation des forêts. Il s'agit de trois puits artésiens, de 40 kilomètres de pistes et de 7 plans d'eau pour l'élevage bovin et ovin, réalisés dans la wilaya, a indiqué le chef de service de l'extension du patrimoine forestier et de la mise en valeur des terres, Hilal Boughanem, en marge des journées portes ouvertes organisées à l'occasion de la Journée mondiale contre la désertification et la sécheresse. Il est attendu également la réception d'une opération de correction torrentielle de 6 500 mètres cubes, en plus de 5 puits profonds et de petits barrages destinés à l'irrigation d'arbres fruitiers résistants et à l'élevage. Selon la même source, ces projets de développement, qui enregistrent un taux d'avancement de 85 %, sont destinés aux zones steppiques de la wilaya, à l'instar de ceux qui existent au niveau des communes de Layoune, Bordj Emir Abdelkader et Khemisti. A rappeler que la Conservation des forêts de la wilaya avait réceptionné, en début de l'année en cours, de nombreux projets visant la protection des zones steppiques contre le phénomène de l'avancée du sable, dont 5 plans d'eau destinés à l'élevage et 11 points d'eau, en plus de travaux de protection du sol et d'hydraulique de plus de 35 373 mètres cubes, de même que des travaux de drainage et d'aménagement de deux sources d'eau. Les portes ouvertes, organisées au siège de la conservation des forêts, ont été marquées par une exposition d'affiches et de photos mettant en exergue les zones steppiques de la wilaya qui s'étendent sur une superficie de plus de 60 000 ha, ainsi que les efforts de la Conservation des forêts en matière de lutte contre le phénomène de l'avancée du sable et de la sécheresse dans la région. F. S. / R. R.

cie cultivée cette saison a atteint 130 ha sur une superficie agricole dédiée à cette filière agricole estimée à 160 ha.

Il est prévu que la production de la campagne de collecte, qui débutera dans les tout prochains jours et qui durera jusqu'à juillet et août prochains, atteigne 104 400 qx avec un «bon» rendement, estimé à 800 quintaux/ha, a-t-elle fait savoir. La production de la tomate industrielle à Mostaganem a atteint moins de 100 000 quintaux durant la campagne écolée (2019-2020), en l'absence d'unités de transformation et d'unités industrielles locales et du manque de capacités des unités pouvant aider à absorber la production des wilayas limitrophes.

M<sup>me</sup> Bouras a affirmé que les agriculteurs qui ont bénéficié du soutien de l'Etat n'ont pas trouvé de difficultés au début de cette année pour orienter la quantité produite vers les unités industrielles, après la signature des conventions avec les nouvelles



unités spécialisées dans l'industrie de transformation qui se trouvent au niveau de la zone de Sidi Khettab, dans la wilaya de Relizane voisine.

Cette récolte s'ajoute à la production de la tomate sous serres qui a atteint cette saison plus de

250 000 quintaux jusqu'alors, après avoir réalisé un rendement record confirmant ainsi les prévisions du début de la campagne de plantation ayant touché 850 hectares, a-t-on souligné.

Il est prévu également l'entame prochainement de l'écoule-

ment d'une quantité de tomate de saison (tomate de champ) qui sera orientée, cette saison, pour atteindre 500 000 quintaux après la plantation de 1 059 ha sur 1 458 ha superficie consacrée à cette récolte de saison, selon la même source. L. B.

## Illizi

## Larges travaux d'aménagement du poste frontalier de Debdeb

**D**e larges travaux d'aménagement sont menés actuellement au niveau du poste frontalier terrestre de Debdeb (wilaya d'Illizi), en prévision de sa réouverture prochaine aux activités commerciales avec la Libye, conformément aux instructions des hautes autorités du pays, a-t-on appris auprès de la wilaya.

Les autorités de la wilaya d'Illizi s'attellent au parachèvement des procédures techniques et logistiques pour préparer le poste frontalier Debdeb (Algérie)-Ghadamès (Libye) dans les plus brefs délais, après la décision de

sa réactivation et réouverture aux activités commerciales entre les deux pays.

Des chantiers ont été ouverts pour la réhabilitation des infrastructures de ce poste, englobant l'aménagement des espaces et structures du poste douanier et sa dotation d'équipements modernes à même de permettre les démarches et opérations de contrôle douanier dans de bonnes conditions, a-t-on constaté. Les travaux concernent également l'entretien et la maintenance des installations techniques de ce poste frontalier terrestre, à l'instar du bureau de contrôle sanitaire et

de l'inspection de contrôle de la qualité et de la répression des fraudes, avec un renforcement de leur encadrement humain. Les chantiers ouverts touchent aussi l'aménagement d'espaces mitoyens au poste frontalier, pour accueillir des édifices administratifs et de services dans le cadre de la promotion de l'investissement dans les régions frontalières et du rapprochement des prestations bancaires et administratives des opérateurs économiques.

Inspectant récemment l'évolution des travaux, le wali d'Illizi, Mustapha Aghamir, a instruit les responsables concernés à accé-

léger le rythme de réalisation et redoubler d'efforts pour rattraper les insuffisances relevées afin de livrer le projet, avec toutes ses composantes, dans les meilleurs délais. Dans le même cadre, une commission mixte regroupant les représentants des ministères et des instances concernées est attendue en début de semaine prochaine pour s'enquérir de l'état de préparation et de disponibilité du poste frontière de Debdeb, en prévision de sa réouverture prochaine aux activités commerciales, ont fait savoir les services de la wilaya d'Illizi. Samy Y.

## Constantine

## Plus de 997 millions DA de créances en cinq mois

**L**es créances détenues par la Direction de distribution de l'électricité et du gaz du chef-lieu de wilaya de Constantine sur ses clients s'élevaient à plus de 997 millions DA de créances, durant les cinq premiers mois de 2021, a-t-on appris auprès de cette entreprise publique.

Il s'agit ainsi des créances qui ont été enregistrées dans sept communes couvertes par cette direction, en l'occurrence Constantine, Zighoud Youcef, Didouche Mourad, Hamma Bouziane, Ibn Ziad, Messaoud Boudjeriou et Beni H'midene, a

précisé à l'APS son chargé de la communication et de l'information, Karim Boudoula. Les créances qui constituent une entrave majeure pour la Direction de distribution de l'électricité et du gaz de Constantine sont détenues essentiellement sur les administrations, notamment les collectivités locales (APC) concernées, dont le montant dépasse 155 millions DA, a souligné M. Boudoula, selon qui la part du lion de ce montant représente les dettes de la commune de Constantine, soit plus de 96 millions DA. Le reste des créances

est relatif aux travaux d'amélioration de l'énergie et de déplacement des réseaux d'électricité et de gaz, lequel demeure non honoré à ce jour, a-t-on ajouté.

«En dépit des efforts consentis et les facilités accordées aux clients afin de régler leurs factures d'électricité et de gaz, les chiffres restent en continue croissance, en particulier depuis l'apparition du Covid-19», a déploré la même source.

A ce titre, le chargé de la communication et de l'information invite les clients à s'acquitter de leurs redevances, affir-

mant que des procédures et des mesures de facilitation ont été prises pour permettre aux différentes catégories d'abonnés de régler leurs problèmes de paiement tout en contribuant au recouvrement des créances.

A signaler que la Direction de distribution de l'électricité et du gaz du chef-lieu de wilaya dispose actuellement de six agences commerciales, dont quatre implantées dans la ville de Constantine, en plus de deux autres dans les communes de Zighoud Youcef et Didouche Mourad. A. Y.

Avec «un nouveau scénario et de nouveaux producteurs»

# Le film sur l'Emir Abdelkader sera relancé

■ Le ministère de la Culture et des Arts «réfléchit à la relance du projet du film sur l'Emir Abdelkader», a déclaré, lundi, la ministre du secteur, Malika Bendouda, en marge d'une session de formation sur la protection du patrimoine culturel.

Par Adéla S.

**M**<sup>me</sup> Bendouda a précisé, dans ce sens, que le film sur l'Emir Abdelkader sera «à la hauteur de cette personnalité», avec «un nouveau scénario et de nouveaux producteurs», sans pour autant donner de plus amples détails, rappelant l'ancien projet de film annoncé par le ministère en 2013.

La ministre a expliqué que son secteur «ne veut pas laisser le film sur l'Emir Abdelkader en proie aux problèmes financiers et de gestion, comme ce fut le cas avec le précédent projet de film et d'autres films, qui ont fait l'objet de contrôle et d'inspection financière au niveau du ministère».

«L'Emir Abdelkader est une personnalité universelle et un humaniste ayant transcendé les frontières qui mérite un film digne de son nom», a-t-elle estimé, citant l'exemple du poète polonais Cyprien Kamil Norwid qui «a

écrit une Ode à l'Emir Abd El Kader pour avoir sauvé des milliers de chrétiens en Syrie d'une mort certaine».

«L'Emir n'appartient pas uniquement aux Algériens, mais au monde entier, en ce sens que ses valeurs et sa pensée profondément humaniste avaient traversé les frontières du pays», a tenu à affirmer M<sup>me</sup> Bendouda.

«Nous sommes fiers en tant qu'Algériens d'appartenir à sa pensée, ses valeurs, son humanisme et sa lutte acharnée pour l'Algérie». La ministre a, par ailleurs, indiqué que son secteur s'attelle «actuellement à organiser le Forum mondial sur la pensée de l'Emir Abdelkader avec l'ouverture partielle de l'espace aérien sur l'international».

L'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc), relevant du ministère de la Culture, et la société de production et de distribution Cinema Libre Studio, établie à Hollywood (Los Angeles), avaient signé en 2013 un accord de coproduction



P.V.D. R.

pour la réalisation d'un film sur la vie de l'Emir Abdelkader, dont la période de tournage était fixée à 18 semaines, mais qui n'a pas vu le jour. L'agence avait précisé que le début du tournage de

cette œuvre était prévue en novembre 2013, sachant que la réalisation avait été confiée au Franco-Américain Charles Burnett, avec la participation du réalisateur international améri-

cain Oliver Stone, en tant que producteur exécutif.

Le scénario du film avait été coécrit par l'anthropologue et chercheur en histoire de l'Emir et du soufisme, Zaim Khenchelaoui, ainsi que le cinéaste et producteur français Philippe Diaz. **A. S.**

«La musique s'invite au théâtre»

## Ouverture de la manifestation à Sidi Bel-Abbès

**L**a manifestation des journées culturelles «La musique s'invite au théâtre» s'est ouverte lundi au niveau du hall du théâtre régional de Sidi Bel-Abbès, avec la présence remarquable du public et la participation d'une pléiade d'artistes et chanteurs et genres musicaux. Cette manifestation culturelle a vu à son ouverture une «gaâda» artistique, dernier épisode l'artiste Abbes Larkane et sa troupe, avec des morceaux

musicaux qui ont ravi le public, qui apprécie la musique raï locale. La cérémonie d'ouverture a été marquée par un extrait musical local du groupe «Tarab 22», sous la direction de l'artiste Mohamed Saadi, qui a indiqué que sa troupe préserve toujours le patrimoine local et le genre musical de Sidi Bel-Abbès, procède à son développement et le diffuse à l'intérieur et à l'extérieur du pays, à travers sa participation aux différentes manifesta-

tions artistiques.

Le programme de cet événement artistique, organisé à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la musique, comporte également plusieurs activités et des tables rondes pour mettre en exergue le patrimoine immatériel et la musique locale, selon le directeur du théâtre régional de Sidi Bel-Abbès, Rachid Djerourou.

Le même responsable a indiqué que le TR de Sidi Bel-Abbès

organise cette manifestation en coordination avec la Direction de la culture du 21 au 25 juin en cours, avec la présentation de plusieurs programmes et activités artistiques, dont une exposition artistique et culturelle et des représentations variées avec la participation de nombreux artistes, à l'instar de Dine El-Hananin Djahid et Amine Chenah, Nouri Amarna et l'humoriste Hamid Lahlou comme invité d'honneur. **L. B.**

## Bande dessinée Corto Maltese revient avec Bastien Vivès et Martin Quenehen

Le personnage de Corto Maltese, légende de la bande dessinée créée par l'Italien Hugo Pratt, va revivre avec deux nouveaux auteurs, les Français Bastien Vivès et Martin Quenehen, ont annoncé ce lundi 21 juin les éditions Casterman.

«Bastien Vivès et Martin Quenehen réinterprètent le mythe créé par Hugo Pratt dans *Océan noir*, à paraître chez Casterman le 1<sup>er</sup> septembre 2021», a annoncé l'éditeur sur Twitter.

Aventurier ténébreux qui parcourt le monde en bateau au début du XX<sup>e</sup> siècle, Corto Maltese est un personnage apparu à la fin des années 60. Le dessinateur et scénariste Hugo Pratt, mort en 1995, a raconté ses tribulations dans 12 albums qui ont connu un immense succès auprès du public et de la critique.

En 2015, Casterman avait relancé la série avec deux auteurs espagnols qui sont restés fidèles au dessin du créateur, le dessinateur Rubén Pellejero et le scénariste Juan Diaz Canales. Avec les deux nouveaux auteurs, l'intention devrait être différente.

«Au niveau dessin, il a quand même fallu que je hausse mon niveau. Que je garde le mien, tout en absorbant celui de Pratt. C'était intéressant de se demander ce qu'on pouvait apporter aujourd'hui à Corto Maltese», a expliqué Bastien Vivès au «Parisien».

**R. I.**

## Patrimoine culturel

### Des démarches pour le classement des ksour Sfissifa et Tiout

**L**a direction de la culture de la wilaya de Naâma a élaboré deux dossiers le classement des ksour de Sfissifa et de Tiout, patrimoines culturels nationaux, a-t-on appris lundi du directeur du secteur, Saad Mihoub.

Saad Mihoub a indiqué que les dossiers de ces deux monuments culturels ont été présentés, dernièrement, à la commission nationale chargée des propriétés culturelles du ministère de la Culture et des Arts, annon-

çant qu'une visite de terrain sera consacrée prochainement aux deux vieux ksour, par une commission technique spécialisée du ministère pour examiner les monuments et les inventorier.

Il est attendu que les deux ksour, qui débordent encore d'activité et où de nombreuses habitations sont encore occupées, seront classés comme secteurs culturels protégés, après leur classement comme patrimoine culturel national, une opération qui suivra, avec la

préparation d'une étude spéciale sur le plan permanent de préservation et de revalorisation du secteur protégé des ksour au vu de leur importance architecturale, archéologique, touristique et historique, selon la même source. L'opération de classement des deux monuments implique également leur enregistrement sur la liste d'inventaire du patrimoine et des biens culturels nationaux, la mise en place d'un outil de gestion et de protection de ce patrimoine matériel et la

préservation de sa valeur historique, culturelle et architecturale en raison des nombreuses caractéristiques, dont leurs positions au milieu d'oasis et l'existence de gravures sur roches dans leurs périmètres, l'aspect architectural islamique ancien de leurs vieilles constructions en argile, leurs bibliothèques de manuscrits et leurs nombreuses zaouias d'apprentissage du Coran, a-t-il souligné.

**M. K.**

## Cycle de cinéma «Espace féminin contemporain»

### Trois films en clôture

**L'**Institut Cervantes d'Alger et l'Ambassade d'Espagne en Algérie, vous invitent à la cinquième et dernière projection du cycle de cinéma Espace féminin contemporain jeudi 24.06.2021 à 18h au niveau de la Salle des Actes de l'Institut Cervantes d'Alger.

Au menu de cette ultime projection quatre films courts : trois

fictionnels et un documentaire d'animation : «Benidorm 2017» (2019, 22'), «Mi hermano Juan» (2019, 10'), «Suc de Sindria» (2019, 23') et «Carne» (Viande, 2019, 12').

Les films projetés sont lauréats du concours «Cortos en Femenino» (Courts au féminin), un programme de courts métrages réalisés par des femmes en Espagne, organisé

chaque année par Trama, coordinateur des expositions et festivals de films, vidéos et multimédias réalisés par des femmes.

Les quatre films courts sélectionnés pour la dernière projection du cycle «Espace Féminin Contemporain» témoignent de la richesse et de la diversité formelle, stylistique, thématique et tonale de la création cinématographique

féminine dans ce format, et en même temps partagent le dénominateur commun pour traiter les expériences intimes des corps : corps propre et corps des autres, expériences abusives et expériences agréables. Pour rappel, le film est sous-titré en français. Pour réserver sa place : secarg@cervantes.es **R. C.**



New York

# Scrutin incertain pour désigner le prochain maire, l'ex-policier Adams favori

■ C'est un scrutin historiquement incertain qui s'annonce cette semaine lors de la primaire municipale démocrate à New York, d'où sortira le prochain maire, l'ancien policier Eric Adams tenant la corde dans une ville préoccupée par l'insécurité.

Par Mourad M.

Avec 86 % de démocrates parmi les New-Yorkais affiliés à un parti, le vainqueur de la primaire est quasiment assuré de l'emporter le 2 novembre, jour de l'élection générale, et succéder à Bill de Blasio, en poste depuis 2014 et extrêmement impopulaire.

Après 16 mois de pandémie qui ont fragilisé l'économie de la ville, il appartiendra au nouvel édile de relancer New York, qui s'interroge sur son avenir.

Incarnation d'un renouveau, l'entrepreneur Andrew Yang a longtemps fait la course en tête, avant d'être devancé par l'ancien policier Eric Adams, 60 ans, aujourd'hui président du quartier de Brooklyn et Afro-Américain.

«Les New-Yorkais sont préoccupés par la délinquance», relève Doug Muzzio, professeur à

l'université Baruch, «et s'ils votent en fonction de leur perception, Adams est avantagé».

Même si les chiffres restent à des niveaux historiquement bas, les fusillades sont en hausse de 73 % depuis le début de l'année, et une série d'incidents dans le métro a récemment fait monter la pression, avec l'appui des chaînes locales et des tabloïds.

Né et élevé à New York, Eric Adams est un self-made man, policier durant 22 ans qui a œuvré, durant sa carrière de représentant de l'ordre, contre les discriminations qui minaient la police de New York.

Derrière le sexagénaire (28 % des intentions de vote dans un sondage Ipsos publié lundi), Andrew Yang (20 %) reste en embuscade, de même que l'ancienne responsable municipale de la propreté Kathryn Garcia (15 %), qui fait figure de synthèse entre l'aile modérée et la

branche progressiste du parti.

Mais rien n'est joué, car New York a adopté cette année, pour ses primaires seulement, le vote dit préférentiel («ranked-choice»), qui permet de faire figurer jusqu'à cinq noms sur un même bulletin, classés par ordre de préférence.

Lors du comptage, le candidat le moins bien classé sur le total des bulletins est éliminé et le deuxième choix des électeurs qui l'avaient placé en premier est désormais comptabilisé. La mécanique se répète ensuite jusqu'à ce qu'un candidat atteigne 50 % des suffrages.

Ce système par élimination, ajouté aux délais déjà traditionnellement significatifs à New York pour le dépouillement des bulletins par correspondance, pourrait repousser à mi-juillet l'annonce du lauréat de la primaire.

Dans un pays historiquement dominé par deux partis, le vote préférentiel «ouvre le système politique d'une manière favorable à la démocratie», considère John Krinsky, professeur de sciences politiques au City College de New York.

L'incertitude sur le taux de participation, traditionnellement très faible (14 % des démocrates avaient voté lors de la dernière



primaire de 2017) complique encore davantage l'équation.

L'absence de candidat à plus de 30 % dans les sondages et le lancement de cette nouvelle méthode de scrutin rendent cette primaire «unique dans l'histoire de la ville», selon Doug Muzzio.

Encore loin dans les sondages il y a quelques semaines seulement, la candidate progressiste Maya Wiley, avocate noire soutenue par l'élue star au Congrès Alexandria Ocasio-Cortez, talonne désormais Kathryn Garcia (13 % contre 15) et reste en course.

Après le virage à gauche des législatives locales de 2018 et les avancées de 2020, le courant plus radical, plus jeune et plus mélangé que représente «AOC»

espère encore une victoire.

«Je ne pense pas que les progressistes ont l'approche adéquate pour des élections à l'échelle d'une ville ou d'un État», explique John Krinsky.

Ils ne peuvent pas compter, notamment, sur le soutien massif des syndicats, très influents à New York et qui se sont majoritairement ralliés à Eric Adams, dit-il, en partie pour miser sur le favori.

La préoccupation actuelle de nombre de New-Yorkais quant à l'insécurité supposée pourrait aussi jouer contre Maya Wiley, qui a proposé de couper une partie du budget de la police, comme l'ont réclamé nombre d'activistes du mouvement né après la mort de George Floyd.

M. M.



## Commentaire

Mobilisation

Par Fouzia Mahmoudi

Xavier Bertrand, ancien ministre de Nicolas Sarkozy et candidat officiel à la prochaine élection présidentielle, avait annoncé qu'en cas de défaite à sa réélection en tant que président de la région Hauts-de-France lors des élections régionales et départementales, il se désisterait pour le scrutin présidentiel de 2022. Mais les résultats du premier tour qui s'est déroulé dimanche ont démontré qu'il avait les électeurs derrière lui après avoir récolté plus de 40 % des suffrages, laissant loin derrière lui ses adversaires du Rassemblement National et de La République En marche. Avec 9,1 % des voix, la liste du parti présidentiel, mené par le secrétaire d'État chargé des Retraites et de la Santé au travail, Laurent Pietraszewski, ne parviendrait même pas à se qualifier pour le second tour. La candidature LREM se retrouve ainsi devancée par la liste d'union de la gauche (EELV/PS/PCF/LFI) emmenée par Karima Delli (18,4 %), ainsi que par le candidat du Rassemblement national, Sébastien Chenu (24 %). Le président ex-LR sortant, Xavier Bertrand, arrive de son côté largement en tête (42,5 %). La région connaît aussi un fort taux d'abstention qui s'élève à 68,1 %. Dans ces conditions, Laurent Pietraszewski a indiqué qu'il voterait pour Xavier Bertrand lors du second tour prévu le 27 juin. Les Marcheurs, qui se voyaient déjà faiseurs de rois, ne pèseront donc pas autant qu'ils l'espéraient dans la suite du scrutin, prévue dimanche prochain. Cela complique considérablement leur entreprise de déstabilisation de Xavier Bertrand, candidat déclaré à la présidentielle de 2022 et adversaire potentiel d'Emmanuel Macron. Bon nombre de ministres ont pourtant été envoyés dans cette région, à l'instar de Gérald Darmanin (Intérieur), Alain Griset (Petites et Moyennes entreprises) et Agnès Pannier-Runacher (Industrie). Surtout, le garde des Sceaux, Éric Dupond-Moretti, tête de liste dans le Pas-de-Calais, avait signé une arrivée en campagne remarquée en affirmant vouloir «chasser le Front national» de ces terres. La suite du scrutin s'annonce désormais serrée. Il s'agit de savoir sous quelle configuration se déroulera le second tour : une triangulaire, opposant Xavier Bertrand (ex-LR), Sébastien Chenu (RN) et Karima Delli (EELV/PS/PCF/LFI) ? Ou un duel entre le président ex-LR sortant et le candidat du Rassemblement National, en cas de désistement de la gauche, comme cela fut le cas en 2015 ? De son côté, Laurent Pietraszewski a indiqué appeler «tous ceux qui l'ont soutenu au premier tour à voter pour le président sortant». «Les Hauts-de-France ont besoin de tout, sauf de l'extrême incompetence, de l'extrême incertitude, de l'extrême droite», a-t-il déclaré. Or, à moins d'un an de la présidentielle, il est assez cocasse de voir le parti présidentiel soutenir aussi fermement le candidat de droite qui pourrait, non seulement être opposé à Emmanuel Macron en 2022, mais surtout l'emporter face au président actuel grâce à un électoral extrêmement mobilisé qui s'est déplacé non seulement dans sa région mais aussi partout en France.

F. M.

## Catalogne

### Les leaders indépendantistes graciés

La grâce des neuf indépendantistes catalans en prison pour leur rôle dans la tentative de sécession de 2017 est un pari du gouvernement espagnol pour tenter d'apaiser les tensions en Catalogne mais est loin d'être une solution à la crise, selon des analystes.

Le Premier ministre socialiste, Pedro Sanchez, a annoncé cette grâce lundi à Barcelone et son gouvernement doit l'approuver formellement cette semaine lors d'un Conseil des ministres.

Cette grâce va «aider à calmer les tensions entre le gouvernement régional (indépendantiste) et le gouvernement central, permettre une négociation plus fluide mais ce n'est pas avec ça que nous allons parvenir à un accord sur une solution à la crise qui reste bien loin», affirme Lluís Orriols, professeur de sciences politiques à l'université Carlos III de Madrid.

«C'est un élément plus symbolique qu'autre chose», abonde Cristina Monge, politologue à l'université de Saragosse, «une manière (pour le gouvernement) de montrer sa bonne volonté avant de s'asseoir à la table des négociations». Malgré son interdiction par la justice, le gouvernement régional séparatiste de Carles Puigdemont avait organisé le 1<sup>er</sup> octobre 2017 un référen-

dum d'autodétermination, émaillé de violences policières et suivi quelques semaines plus tard par une vaine déclaration d'indépendance. Une tentative de sécession dont les leaders – ex-membres du gouvernement régional ou dirigeants d'associations indépendantistes – ont fui à l'étranger, comme M. Puigdemont, ou ont été condamnés pour neuf d'entre eux en octobre 2019 à des peines de neuf à 13 ans de prison pour sédition.

Près de quatre ans plus tard, cette crise continue de conditionner la vie politique espagnole et de diviser profondément la société catalane.

En échange du soutien du parti séparatiste ERC (Gauche Républicaine de Catalogne) à sa reconduction au pouvoir en janvier 2020, M. Sanchez a accepté la mise en place de négociations formelles entre gouvernement régional et central afin de tenter de trouver une issue à la crise catalane.

Une seule réunion s'est produite en février 2020 avant que les discussions ne soient suspendues en raison de la pandémie. Cette négociation doit reprendre prochainement, après la rencontre prévue ce mois-ci à Madrid entre M. Sanchez et le nouveau président régional cata-

lan, Pere Aragonès, beaucoup plus ouvert au dialogue que son prédécesseur, l'indépendantiste radical Quim Torra, dauphin de Puigdemont. La grande question est désormais de savoir si la grâce de ceux que les séparatistes qualifient de «prisonniers politiques» va permettre de faire avancer ces négociations.

Malgré le profil plus modéré de M. Aragonès, du parti ERC, le mouvement indépendantiste campe sur ses deux principales revendications : amnistie, c'est-à-dire effacement du délit, de toutes les personnes condamnées ou poursuivies pour les événements de 2017 et organisation d'un référendum d'autodétermination avec l'aval de Madrid. Deux exigences rejetées en bloc par le gouvernement espagnol qui est ouvert en revanche à un vote des Catalans sur un accord entre les deux parties mais uniquement destiné à donner plus d'autonomie à la région qui dispose déjà de larges compétences et a notamment sa propre police.

En dépit de ces profondes divergences, cette grâce devrait aider à tourner la page après une décennie de montée de l'indépendantisme, estime Oriol Bartomeus, professeur de sciences politiques à l'université autonome de Barcelone.





Football / Euro

## Le Chef du gouvernement italien opposé à la tenue de la finale à Londres

Le Chef du gouvernement italien, Mario Draghi, s'est dit opposé, hier à Berlin, à la tenue de la finale de l'Euro dans l'enceinte londonienne de Wembley en raison d'une poussée de cas liée au variant Delta.

Draghi veut «s'employer à ce que la finale du championnat européen ne se déroule pas dans un pays où les contagions sont en train de croître rapidement», a déclaré le président du Conseil italien, interrogé sur ce sujet lors d'une conférence de presse conjointe avec la chancelière Angela Merkel.

La Grande-Bretagne est confrontée ces dernières semaines à une hausse des cas de Covid-19, en raison de la propagation du variant Delta identifié en Inde. Le gouvernement de

Boris Johnson a dû faire face à cette hausse des cas, et malgré une large couverture vaccinale, repousser de quatre semaines, jusqu'au 19 juillet, la levée des dernières restrictions instaurées en Angleterre.

Le Premier ministre britannique avait indiqué vendredi que sa priorité était «la santé publique», d'avantage que le maintien des demi-finales et de la finale de l'Euro à Wembley.

Selon la presse européenne, l'UEFA envisageait de déplacer ces matches à Budapest, la seule capitale à n'avoir imposé aucune jauge dans son stade pour cet Euro. Le gouvernement britannique prévoit pour l'instant une jauge à 50 % pour les demi-finales et la finale.

H. N.

Copa America

## 99 % des tests réalisés négatifs au Covid-19

Plus de 99 % des tests réalisés pour détecter les cas de Covid-19 pendant la Copa America 2021 au Brésil se sont révélés négatifs, a annoncé, lundi, la Confédération sud-américaine de football, la Conmebol.

15 235 tests ont été faits depuis le début de la compétition, 140 étant finalement positifs, concernant principalement des employés et des membres du personnel, selon un rapport de la Conmebol. «Le taux d'incidence du coronavirus a même baissé, ce qui est un signe clair

que les mesures préventives et les protocoles sanitaires fonctionnent comme espéré», a souligné l'organisation sportive dans un communiqué, se basant sur les statistiques du ministère de la Santé du Brésil et de la commission médicale de la Conmebol. Une avalanche de critiques avait suivi l'annonce de l'organisation, en urgence, de la Copa America au Brésil, deuxième pays le plus endeuillé du monde par le Covid avec plus de 500 000 morts.

K. L.

Volley

## Le Brésil en demi-finales de la Ligue des nations

Le Brésil, vainqueur lundi de l'Italie 3 sets à 1, est le premier pays assuré d'une qualification pour les demi-finales de la Ligue des nations de volley-ball, à l'issue de la 13<sup>e</sup> journée, disputée lundi dans la bulle de Rimini en Italie sur l'Adriatique. Derrière, la Pologne, qui a

battu l'Argentine 3 à 0, est en très bonne position pour décrocher la 2<sup>e</sup> place. Quatre équipes devraient se disputer les deux derniers tickets pour ces demies, qui se dérouleront à Rimini, toujours : la France, la Slovaquie, la Serbie et la Russie.

B. G.

Tour de France

## Fabio Aru forfait

L'Italien Fabio Aru, ex-vainqueur de la Vuelta, a été remplacé lundi par l'Espagnol Carlos Barbero au sein de l'équipe Qhubeka pour le Tour de France (26 juin au 18 juillet).

Aru, vainqueur d'étape et maillot jaune dans le Tour 2017, affiche une condition insuffisante.

«J'ai senti qu'avec les problèmes physiques que j'ai eus ce week-end, mon corps n'est tout simplement pas là où il doit être pour que je sois à mon meilleur pour le Grand Départ du Tour», a déclaré le Sarde, cité par son équipe.

Agé de 30 ans, le vainqueur de la Vuelta 2015 n'a signé aucune performance probante cette saison. L'an dernier, il avait abandonné le Tour à la 9<sup>e</sup> étape alors qu'il portait les couleurs de l'équipe UAE du futur vainqueur, le Slovène Tadej Pogacar.

L'équipe Qhubeka au Tour de France : Carlos Barbero (ESP), Sean Bennett (USA), Victor Campenaerts (BEL), Simon Clarke (AUS), Nicholas Dlamini (RSA), Michael Gogl (AUT), Sergio Henao (COL), Max Walscheid (GER).

R. S.

Euro

# Les Bleus déjà qualifiés, avant le match contre le Portugal

■ L'équipe de France aborde aujourd'hui son match contre le Portugal avec une pression en moins : les Bleus sont déjà sûrs de rallier les huitièmes de finale en tant que meilleur troisième, même en cas de défaite face à la Seleçao à Budapest.



Par Racim S.

Les hommes de Didier Deschamps pourront remercier l'Autriche, la Belgique, et le Danemark : les résultats de lundi leur évitent d'inquiétants et compliqués calculs avant de défier les champions d'Europe à la Puskas-Arena.

En tête du groupe F avec quatre points en deux rencontres (une victoire 1-0 contre l'Allemagne à Munich puis un nul contre la Hongrie 1-1 à Budapest), les Français savent qu'ils ne peuvent plus terminer plus bas qu'à la 3<sup>e</sup> place de groupe, un rang susceptible d'être qualificatif pour le tour final à condition de figurer parmi les quatre meilleurs troisièmes.

Or les matches de la dernière journée des groupes B et C ont entraîné un alignement idéal pour les champions du monde.

La victoire de l'Autriche contre l'Ukraine à Bucarest (1-0) a d'abord acté la 3<sup>e</sup> place des Ukrainiens avec seulement trois points. Puis le succès belge face à la Finlande (2-0) et la victoire danoise contre la Russie (4-1) ont maintenu les Russes et les Finlandais à trois unités au classement.

Tous deux troisièmes de groupes avec trois points, Autrichiens et Finlandais sont certains de terminer derrière les Bleus au classement des meilleurs troisièmes, ce qui validerait la qualification des Tricolores même en cas de scénario catastrophe.

Mais la France, privée d'Ousmane Dembélé, blessé et forfait pour la suite de l'Euro, ne videra pas autre chose que la première place de la poule.

Celle-ci sera obtenue quoi qu'il arrive en cas de succès face aux partenaires de Cristiano Ronaldo.

Le classement du «groupe de la mort» aura une incidence pour la suite du parcours des deux derniers finalistes de l'Euro-2016.

Une deuxième place laisse redouter un huitième de finale corsé à Londres, potentiellement contre l'Angleterre, tandis qu'une première place laisse envisager un adversaire plus abordable, comme la Suisse, la Finlande ou l'Ukraine, à Bucarest (Roumanie).

Une troisième place, en revanche, serait synonyme de duel contre la Belgique ou les Pays-Bas, à Séville ou Budapest.

Les résultats de lundi ont par ailleurs permis à l'Angleterre, la Suède, la Suisse et la République tchèque de valider également leur ticket. Comme la France, ces quatre équipes comptent quatre points, un total suffisant pour voir le tour final.

## France, Suisse, Suède, Angleterre et République tchèque qualifiées pour les huitièmes de finale

La France, la Suisse, la Suède, la République tchèque et l'Angleterre se sont qualifiées sans jouer lundi pour les huitièmes de finale de l'Euro de football, à l'issue des matches disputés lundi.

tièmes de finale de l'Euro de football, à l'issue des matches disputés lundi.

Avec la Suisse, déjà troisième de son groupe, ces quatre autres nations sont désormais assurées de finir au minimum parmi les quatre meilleurs troisièmes de groupe, qui accèdent également à la phase finale de la compétition.

## La Belgique domine la Finlande et s'offre un sans-faute

La Belgique, déjà qualifiée pour les huitièmes de finale, est venue à bout d'une vaillante équipe de la Finlande 2 à 0 au terme d'un match longtemps indécis, lundi à Saint-Petersbourg.

Les Diables Rouges, vainqueurs de leur deux premiers matches, ont dû puiser dans leur ressources pour forcer le verrou finlandais, qui a fini par sauter à la 74<sup>e</sup> minute lorsque Vermaelen, a vu sa reprise de la tête heurter la barre transversale avant d'être repoussée dans ses buts par Hradeky (74).

Ensuite, Lukaku a fait le break d'une frappe puissante en pivot pour donner une ampleur plus conforme à la domination belge (81).

Avec cette défaite, la Finlande longtemps recroquevillée sur son camp, n'a plus son destin en main et devra attendre pour savoir si elle doit accéder aux huitièmes de finale comme l'une des meilleures troisièmes.

R. S.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejouralgerie.com>

Russie

## Vague de chaleur à Moscou égalant le record vieux de 120 ans

Une vague de chaleur s'est abattue cette semaine sur Moscou, égalisant le record vieux de 120 ans, a indiqué, hier, le service météo russe, qui pointe les effets du changement climatique. Lundi, la température dans la capitale russe a atteint 34,7 °C, selon l'agence Rosguïdromet, le record de chaleur pour un mois de juin établi en 1901. Jeudi et vendredi, le mercure pourrait dépasser par endroit 35 °C. «La hausse des températures que nous avons enregistrée à Moscou ces jours-ci est sans précédent depuis 120 ans», a relevé Marina Makarova, météorologue. La Russie relève les températures depuis 1881. Le record absolu dans la capitale russe, plus de 38 °C, remonte au mois de juillet 2010, lorsqu'une large partie occidentale du pays était confrontée à une canicule et des incendies monstres. Saint-Petersbourg, deuxième ville du pays et située quelque 600 km plus au nord, fait également face à une canicule ce mois-ci, et connaît des températures qui

n'avaient pas été ressenties depuis 1998, avec des pics à 34 °C. Selon de nombreux scientifiques, la Russie, en particulier la Sibérie et l'Arctique, sont parmi les plus exposées au monde au changement climatique. Elle a enregistré ces dernières années des records de chaleur, mais aussi de gigantesques et inhabituels incendies. En juin 2020, la Russie a relevé au-delà du cercle arctique une température de 38 degrés à Verkhoïansk, niveau le plus élevé enregistré depuis le début des mesures à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La fonte du pergélisol menace également des infrastructures et risque d'entraîner le relâchement dans l'atmosphère d'immenses volumes de gaz à effet de serre. Mais le réchauffement implique aussi des avantages économiques pour la Russie avec l'exploitation des ressources naturelles de l'Arctique et le développement d'une route maritime à la faveur du recul de la banquise, devenues des priorités.

R. I.

Corruption

## 2 ans de prison ferme pour le président de l'APC de Mostaganem

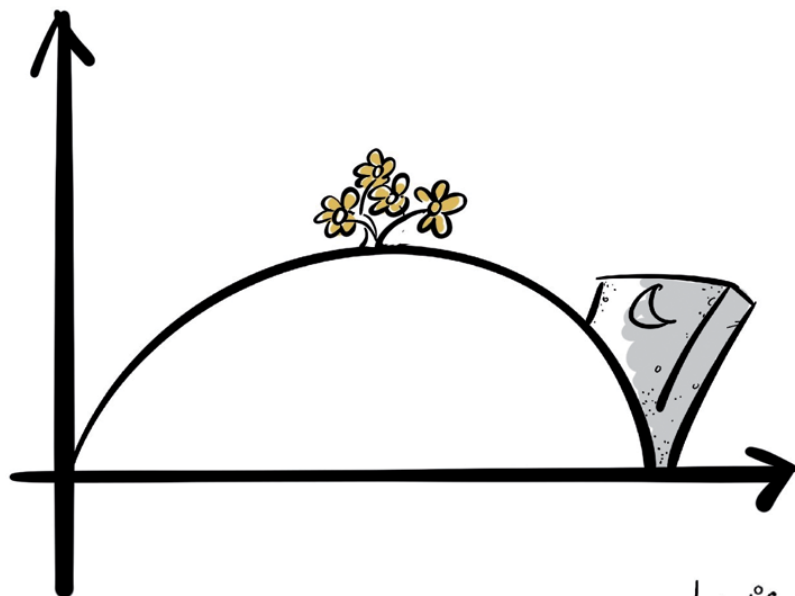
Le tribunal d'Aïn Tedles (Mostaganem) a condamné, hier, le président de l'Assemblée populaire communale (APC) de Mostaganem à deux ans de prison ferme et à une amende de 200 000 dinars, dans une affaire de corruption. Comme indiqué lors de l'audience du procès, le P/APC de Mostaganem est poursuivi pour les délits d'abus de fonction et de dilapidation de deniers publics confiés à un fonctionnaire en raison de sa fonction. Il est également poursuivi pour avoir accordé délibérément des privilèges non justifiés lors de la signature d'un contrat ou accord, en violation des dispositions législatives et réglementaires. Sept autres accusés, des fonctionnaires de la commune de Mostaganem (membres de la commission des marchés), ont été aussi condamnés dans la même affaire. Un accusé a été condamné à un an de prison ferme et une amende de 100 000 DA, alors que les six restants ont écopé d'une peine de 6 mois de prison avec sursis, assortie d'une amende de 50 000 DA. Ils avaient été reconnus coupables d'avoir accordé délibérément des privilèges non justifiés lors de la signature d'un contrat ou accord, en violation des dispositions législatives et réglementaires et pour abus de fonction. D'autre part, le tribunal a innocenté les sept accusés en ce qui concerne le délit de dilapidation de deniers publics, alors que quatre autres

accusés dans le cadre de cette affaire, en contrat avec la commune (fournisseurs), ont été condamnés à une année de prison ferme et une amende de 200 000 DA.

En outre, deux autres accusés ont été innocentés du délit d'abus de fonction et d'influence d'agents de l'Etat lors de la signature d'un contrat en violation avec les dispositions législatives et réglementaires. K. L.

## Coronavirus:

## La courbe des contaminations reprenne



Djalou@hotmail.com

Signalements téléphoniques

## 18 individus arrêtés durant le mois de juin à Alger

Les signalements téléphoniques émanant de citoyens durant la période allant du 6 au 14 juin courant ont permis aux forces de police l'arrestation, à Alger, de 18 individus recherchés pour leur implication dans des affaires de possession de drogues et d'armes blanches, indique, hier, une communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale.

Par Slim O.

La salle des opérations relevant de la Sûreté de wilaya d'Alger a reçu 24 019 appels sur le numéro vert et celui de secours, en sus de quatre photos via l'application «Allo Chorta», a ajouté la même source, relevant que ces appels ont permis le traitement de 12 affaires ayant abouti à l'arrestation de 18 individus à

Alger.

Ces derniers faisaient l'objet d'avis de recherche dans les circonscriptions administratives de Sidi M'hamed, Dar El Beïda, Bir Mourad Rais, Chéraga, Barraki et Draria, poursuit le communiqué de la DGSN, relevant que les opérations menées ont permis la saisie de 56 comprimés psychotropes, 50 grammes de drogues, des armes blanches, un fusil, un téléphone portable

et un montant de 24 000 DA. Réitérant son appel à l'adresse des citoyens pour davantage de contribution à l'opération sécuritaire, la DGSN rappelle le numéro vert 15-48, celui de secours 17, la ligne 104, en sus de l'application «Allo Chorta», mis à la disposition des citoyens pour le signalement de toute atteinte à leur sécurité.

S. O.

Maroc

## Le journaliste Soulaïmane Raïssouni admis à l'hôpital

Le journaliste marocain Soulaïmane Raïssouni, en grève de la faim depuis plus de deux mois, a été admis à l'hôpital suite à la détérioration de son état de santé, a indiqué, lundi, son épouse Khoulood Mokhtari, dénonçant la provocation et le harcèlement exercés par le procureur général adjoint contre son mari «Le journaliste Soulaïmane Raïssouni a été transféré, samedi et dimanche à l'hôpital central Ibn Rochd, sur instruction du Commissaire général de l'administration pénitentiaire, après sa perte de conscience, la baisse de son taux de glycémie dans le sang et celle de sa tension artérielle», a précisé Khoulood Mokhtari sur ses comptes Facebook et Twitter. L'épouse de l'ancien rédacteur en chef d'«Akhhbar al-Yaoum» a précisé que son mari a été conduit au service de réanimation le même jour, où des ana-

lyses ont conclu que le taux de créatinine dans son sang était de 11, alors que s'il atteint 12 le patient tombe dans l'insuffisance rénale». Khoulood Mokhtari qui a illustré son post Facebook d'une photo sur laquelle on peut lire «75 jours de grève de la faim, sauvez Soulaïmane Raïssouni», a également fait part des confidences de son mari qui a déclaré à son avocat «qu'il condamnait la méthode de provocation et de harcèlement utilisée contre lui par le substitut du procureur général lorsqu'il lui a rendu visite». Ce dernier, qui a outrepassé ses prérogatives de procureur de la République, poursuit Khoulood Mokhtari, lui a signifié «qu'il était derrière la décision de le poursuivre en état d'arrestation et qu'il était convaincu de la justesse de cette décision». S'adressant directement au Ministère public «en tant qu'épouse d'un détenu poli-

tique», Khoulood Mokhtari a réitéré ses appels pour que son mari soit poursuivi en état de liberté. «Il suffit que mon mari se meurt pour que tout le monde soit complice de son meurtre. Ne vous adressez pas à M. Messaoudi (le substitut du procureur) une nouvelle fois car mon mari ne le recevra pas», a-t-elle plaidé. Assurant, par ailleurs, que l'état de santé de son mari est «critique» après avoir perdu sa capacité à se concentrer, Khoulood Mokhtari a indiqué que le journaliste pourrait être de nouveau transféré à l'hôpital après avoir refusé de prendre du sucre. Un refus en réaction aux «communiqués trompeurs et insultants de l'administration pénitentiaire, en plus des provocations du procureur général adjoint Messaoudi». «Soulaïmane a rencontré sa défense, soutenu par une béquille et par le personnel péni-

tentaire. Vous êtes en train de tuer Soulaïmane et ce crime politique, n'passera pas sous silence», a-t-elle écrit.

L'hospitalisation de Soulaïmane Raïssouni intervient au moment où son audience (reportée plusieurs fois) était prévue pour hier sur fond d'appels pressants à sa libération.

Le directeur général de l'ONG Reporters sans frontières (RSF), Christophe Deloire, avait annoncé dimanche son intention d'assister au procès des deux journalistes Omar Radi et Souleïmane Raïssouni et «soutenir les militants de la liberté de la presse».

Dans un précédent communiqué, RSF considère les autorités marocaines comme responsables du sort de Raïssouni, qualifiant le refus de son hospitalisation par les autorités marocaines d'«inhumaine» et d'«aberrante».

Y. N.